



PRÉFET DU HAUT-RHIN

*Liberté
Égalité
Fraternité*

SERVICE DE LA COORDINATION DES POLITIQUES
PUBLIQUES ET DE L'APPUI TERRITORIAL
BUREAU DES ENQUÊTES PUBLIQUES ET INSTALLATIONS
CLASSÉES

12 AOÛT 2021

Arrêté du

**portant mise en demeure à la société MICHEL de se mettre en conformité
avec certaines prescriptions de l'arrêté préfectoral n° 2004-89-1 du 29 mars 2004 complété
pour son site de carrière de WITTELSHEIM (68)**

Le préfet du Haut-Rhin
Chevalier de la Légion d'Honneur
Chevalier de l'Ordre national du Mérite

VU le code de l'environnement, livre I, titre VII et notamment son article L.171-8-I ;

VU l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 modifié, relatif à l'exploitation de carrière et aux installations de premier traitement des matériaux de carrières ;

VU l'arrêté préfectoral n° 2004-89-1 du 29 mars 2004 portant autorisation à la société MICHEL de poursuivre et étendre une carrière et d'exploiter une installation de 1^{er} traitement à Wittelsheim, au titre du titre 1^{er} du livre V du code de l'environnement ;

VU l'arrêté préfectoral du 9 août 2016 portant prescriptions complémentaires à la société MICHEL, s'agissant des modifications d'exploitation et de remise en état de sa carrière de Wittelsheim, au titre du code de l'environnement ;

VU la visite d'inspection du site le 17 juin 2021 ;

VU le rapport du 26 juillet 2021 de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement chargée de l'inspection des installations classées ;

Considérant que l'exploitation du site n'est pas menée dans le respect du phasage d'exploitation prévu au dossier de demande d'autorisation d'exploiter complété (exploitation encore menée sur les terrains de la phase quinquennale n° 1 [2016 – 2019] et présentant un retard estimé à 2,5 ans) et que certains aménagements en faveur de la biodiversité ne sont pas réalisés selon l'échéance prévue au dossier de demande d'autorisation d'exploiter complété (les aménagements pour batraciens prévus sur la berge Ouest du plan d'eau auraient dû être effectués avant le 15 février 2021), ce qui constitue un non-respect de la méthode d'exploitation et de remise en état définie au dossier de demande d'autorisation d'exploiter et en conséquence une non-conformité à l'article 4 de l'arrêté préfectoral n° 2004-89-1 du 29 mars 2004 complété susvisé ;

Considérant que des modifications d'exploitation liées à la diminution de l'activité depuis quelques années entraînant un retard dans le phasage d'exploitation et la non réalisation des aménagements pour batraciens prévus sur la berge Ouest du plan d'eau, n'ont pas été portés à la connaissance du préfet ce qui constitue une non-conformité à l'article 7 de l'arrêté préfectoral n° 2004-89-1 du 29 mars 2004 complété susvisé ;

Considérant que pour l'actuelle phase d'exploitation [29 mars 2019 – 29 mars 2024] le préfet détient un acte de cautionnement de garanties financières de remise en état de la carrière de 146 029,81 euros alors que compte tenu de l'état de la carrière résultant de la modification des conditions d'exploiter et de remise en état le montant est estimé à 246 209 euros, et que l'exploitant n'a pas pris l'initiative d'adresser au préfet un acte de cautionnement d'un montant satisfaisant, ce qui constitue une non-conformité à l'article 31-2 de l'arrêté préfectoral du n° 2004-89-1 du 29 mars 2004 complété susvisé ;

Considérant que l'inspection des installations classées a constaté, lors de sa visite du 17 juin 2021, que la profondeur d'exploitation dépasse par endroit (à l'Ouest du plan d'eau Ouest à proximité de la zone d'extraction) la cote maximale autorisée de 249 mNGF en raison notamment de l'absence de méthode de repérage pour l'utilisation de l'engin d'extraction, ce qui constitue un non-respect des prescriptions des articles 4 et 15 de l'arrêté préfectoral n° 2004-89-1 du 29 mars 2004 complété susvisé ;

Considérant que l'inspection des installations classées a constaté, lors de sa visite du 17 juin 2021, un dépassement répété du seuil du pH autorisé pour les rejets d'eaux pluviales associés aux décanteurs/séparateurs d'hydrocarbures n° 1 et n° 3 de la carrière, ce qui constitue un non-respect de prescriptions de l'article 23.2 de l'arrêté préfectoral n° 2004-89-1 du 29 mars 2004 complété susvisé ;

Considérant que le dépassement répété du pH autorisé peut nuire à la qualité du milieu récepteur, que l'exploitant a identifié la cause de ces dépassements (eaux de lavage des toupies à béton), et qu'en application de l'article 28-3-2-4 de l'arrêté préfectoral n° 2004-89-1 du 29 mars 2004 complété susvisé, l'exploitant doit mettre en œuvre les actions correctives appropriées pour y remédier ;

Considérant que l'inspection des installations classées a constaté, lors de sa visite du 17 juin 2021, l'absence d'un suivi annuel piézométrique, ce qui constitue un non-respect de l'article 28-3-2-3 de l'arrêté préfectoral n° 2004-89-1 du 29 mars 2004 complété susvisé ;

Considérant que l'inspection des installations classées a constaté, lors de sa visite du 17 juin 2021, l'absence de plantation le long de la limite Nord de la carrière et d'aménagements pour batraciens sur la berge Ouest du plan d'eau Ouest, ce qui constitue un non-respect des articles 4 et 30 de l'arrêté préfectoral n° 2004-89-1 du 29 mars 2004 complété susvisé ;

Considérant que l'inspection des installations classées a constaté, lors de sa visite du 17 juin 2021, l'absence de registre permettant de tracer les opérations de contrôles des buses et l'absence de certificat d'étalonnage de l'échelle limnimétrique, ce qui constitue un non-respect de l'article 32.1 de l'arrêté préfectoral n° 2004-89-1 du 29 mars 2004 complété susvisé ;

Considérant les dispositions de l'article L.171-8-I du code de l'environnement « Indépendamment des poursuites pénales qui peuvent être exercées, en cas d'inobservation des prescriptions applicables en vertu du présent code aux installations, (...) et activités,

l'autorité administrative compétente met l'intéressé en demeure de régulariser sa situation dans un délai qu'elle détermine, et qui ne peut excéder une durée d'un an » ;

Sur proposition du sous-préfet, secrétaire général de la préfecture,

ARRÊTE

Article 1^{er} : La société MICHEL, désignée « exploitant » dans le présent arrêté, dont le siège social est 150 rue de Pfastatt – 68260 Kingersheim, est mise en demeure de se mettre en conformité avec les prescriptions des articles 4, 7, 15, 23.2, 28-3-2-3, 28-3-2-4, 30, 31-2 et 32.1 de l'arrêté préfectoral n° 2004-89-1 du 29 mars 2004 complété susvisé pour sa carrière de Wittelsheim (68310).

Article 2 : Conformité aux plans et données techniques

Au plus tard le 31 décembre 2021, et conformément aux prescriptions de l'article 4 de l'arrêté préfectoral n° 2004-89-1 du 29 mars 2004 complété susvisé :

« Les installations et leurs annexes sont situées, installées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans le dossier de demande d'autorisation, les propositions [...] et les engagements de l'exploitant en tout ce qu'elles ne sont pas contraires aux dispositions du présent arrêté et des règlements en vigueur. [...] ».

Article 3 : Information du préfet

Au plus tard le 31 décembre 2021, et conformément aux prescriptions de l'article 7 de l'arrêté préfectoral n° 2004-89-1 du 29 mars 2004 complété susvisé, l'exploitant porte à la connaissance du préfet l'ensemble des modifications survenues ou prévues (dont celles mentionnées dans le rapport de la Direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement chargée de l'inspection des installations classées du 26 juillet 2021 susvisé) sur son site de carrière :

« Toute modification apportée par le demandeur à l'installation, à son mode d'utilisation ou à son voisinage, et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation, doit être portée avant sa réalisation à la connaissance du préfet avec tous les éléments d'appréciation [...].
[...] »

Article 4 : Garanties financières

Au plus tard le 30 septembre 2021, et conformément aux prescriptions de l'article 31-2 de l'arrêté préfectoral n° 2004-89-1 du 29 mars 2004 complété susvisé, s'agissant du montant des garanties financières de remise en état pour la phase [29 mars 2019 - 29 mars 2024] l'exploitant transmet au préfet son acte de cautionnement actualisé :

« [...] L'actualisation des garanties financières relève de l'initiative de l'exploitant. Toute modification des conditions d'exploitation conduisant à une augmentation du montant des garanties financières doit être subordonnée à la constitution de nouvelles garanties financières. ».

Article 5 : Méthode d'extraction

Au plus tard le 31 décembre 2021 et conformément aux prescriptions de l'article 15 de l'arrêté préfectoral n° 2004-89-1 du 29 mars 2004 complété susvisé, l'exploitant transmet au préfet la méthode de repérage de l'engin d'extraction :

« Sous réserve du respect des dispositions des articles 32.2 et 32.3 du présent arrêté, l'exploitation doit permettre un défrêtement maximum du gisement en profondeur sous réserve de la stabilité des berges, donc traverser les éventuelles couches argileuses, conglomératiques ou limoneuses présentes.

L'exploitation se fait, par couloir d'exploitation, à l'intérieur du périmètre maximal d'évolution de l'engin d'extraction, de façon à ce que les talus prévus pour la remise en état du site soient obtenus directement par excavation et non par remblayage.

Ces talus sont donc réalisés au fur et à mesure de l'exploitation selon une pente en garantissant la stabilité, à savoir une pente moyenne mesurée par rapport à l'horizontale de :

- 1/1,5 (environ 33°), pour les parties situées au-dessus de la cote des plus hautes eaux décennales connues de la nappe,
- 1/2 (environ 26°), pour les autres parties.

Dans l'état des études menées, la profondeur d'exploitation est limitée à un maximum de :

- 249 mNGF au niveau du plan d'eau Ouest,
[...].

L'exploitant définit une méthode de repérage de l'engin d'extraction permettant de garantir le respect des prescriptions du présent arrêté. »

Article 6 : Eaux pluviales

Au plus tard le 31 décembre 2021 et conformément aux prescriptions des articles 23.2 et 28-3-2-4 de l'arrêté préfectoral n° 2004-89-1 du 29 mars 2004 complété susvisé :

Article 23.2. Eaux pluviales

« Les eaux pluviales de ruissellement des aires imperméabilisées situées au Nord immédiat de la carrière [...] seront drainées et traitées sur un dispositif de traitement adapté à la pluviométrie du type décanteur/séparateur d'hydrocarbures avant d'être infiltrées en dehors du périmètre de la carrière. En sortie du dispositif de traitement les eaux respecteront les dispositions suivantes :

- pH compris entre 5,5 et 8,5,
- matières en suspension totales (MEST), concentration inférieure à 35 mg/l (norme NF T 90-105),
- demande chimique en oxygène sur effluent non décanté (DCO), concentration inférieure à 125 mg/l (norme NFT 90-101),
- hydrocarbures totaux, concentration inférieure à 5 mg/l (norme NF T 90-114).

Le dispositif de traitement des eaux pluviales fera l'objet d'un entretien régulier de la part de l'exploitant. A cet effet, l'exploitant ouvrira un registre, tenu à la disposition de l'inspecteur des installations classées, sur lequel seront notamment consignés les dates de contrôle et d'entretien du dispositif, les volumes de déchets récupérés et à éliminer conformément aux prescriptions de l'article 25 du présent arrêté, les résultats d'analyses des rejets prévues à l'article 28.2.2 du présent arrêté. »

Article 28-3-2-4 – Interprétation des résultats et Actions correctives

« L'exploitant suit les résultats des mesures qu'il réalise, notamment celles de son programme de surveillance, les analyse et les interprète :

[...]

- il prend le cas échéant les actions correctives appropriées lorsque des résultats font présager des risques ou inconvénients pour l'environnement ou d'écart par rapport au respect des valeurs réglementaires relatives aux émissions de ses installations ou de leurs effets sur l'environnement.

[...]. »

Article 7 : Suivi piézométrique

Au plus tard le 31 décembre 2021 et conformément aux prescriptions de l'article 28-3-2-3 de l'arrêté préfectoral n° 2004-89-1 du 29 mars 2004 complété susvisé :

« [...]

Au moins une fois par an, et en période de hautes eaux, le niveau piézométrique de chaque ouvrage de surveillance est relevé. L'exploitant joint alors aux résultats d'analyses une carte des courbes isopièzes à la date des prélèvements, avec une localisation des puits de surveillance.

[...]. »

Article 8 : Remise en état

Au plus tard le 31 décembre 2021 et conformément aux prescriptions de l'article 30 de l'arrêté préfectoral n° 2004-89-1 du 29 mars 2004 complété susvisé :

« L'exploitant est tenu de remettre en état le site affecté par son exploitation.

Cette remise en état doit être accomplie selon le phasage et les modalités définis dans les propositions de l'exploitant des 3 décembre 2003 et 23 mars 2016 et **conformément au plan joint au présent arrêté**.

Sans préjudice des dispositions édictées dans le document d'impact, la remise en état est conduite dans le respect des prescriptions suivantes : [...]

Limite Nord de la carrière	plantations d'essences locales, le long de la limite Nord de la carrière, afin de limiter, depuis le site de la carrière, l'impact visuel des bâtiments et installations de l'exploitant situés hors des limites de la carrière.
----------------------------	--

[...] »

Article 9 : Registre entretien des buses

Au plus tard le 30 septembre 2021 et conformément aux prescriptions de l'article 32.1 de l'arrêté préfectoral n° 2004-89-1 du 29 mars 2004 complété susvisé :

« [...]

- s'assurera régulièrement du bon état (non-bouchage, etc...) de ces buses. Les dates de contrôles seront portées dans un registre spécial tenu à la disposition de l'inspecteur des installations classées, ou communiquées sur simple demande de sa part,

[...] »

Article 10 : Etalonnage échelle limnitétrique

Au plus tard le 31 décembre 2021 et conformément aux prescriptions de l'article 32.1 de l'arrêté préfectoral n° 2004-89-1 du 29 mars 2004 complété susvisé :

« [...]

- équipera chacun des exutoires, [...], associée à une échelle limnimétrique. L'échelle limnimétrique devra être étalonnée, et l'exploitant devra pouvoir justifier de cet étalonnage, [...]. »

Article 11 : En cas de manquement aux prescriptions du présent arrêté, il pourra être fait application, indépendamment des sanctions pénales encourues, des sanctions et mesures administratives prévues à l'article L. 171-8-II du code de l'environnement.

Article 12 : Le secrétaire général de la préfecture du Haut-Rhin et le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Grand Est (service de l'inspection des installations classées) sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie est notifiée à la société MICHEL, 150 rue de Pfastatt – 68260 KINGERSHEIM.

À Colmar, le **12 AOUT 2021**

Le préfet
Pour le préfet et par délégation,
le secrétaire général

SIGNÉ

Jean-Claude GENEY

Délais et voie de recours :

En vertu de l'article R.421.1 du code de justice administrative, le tribunal administratif de Strasbourg ne peut être saisi que par voie de recours formé contre cette décision, et ce, dans les deux mois à partir de sa notification.